

DELIBERATION N° 2017-45

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 23 JUIN 2017

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L 711.1 et suivants,
Vu les Statuts de l'UNS,
Vu le Règlement intérieur de l'UNS, notamment l'article 23,
Vu l'arrêté n°22-2017 portant délégation de signature à M. TRIC, vice-président du Conseil d'administration en date du 22 mars 2017,
Vu l'arrêté n°51-2016 portant délégation de signature à M. TRIC, vice-président du Conseil d'administration et M. WANNER, Directeur général des services, en date du 20 avril 2016,
Vu le relevé de conclusions de la CFVU du 4 mai 2017,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de Monsieur Pascal CREMOUX, Directeur administratif de la DEVE,

ADOpte les critères généraux suivants permettant au Président de l'UNS de décider de l'exonération des droits de scolarité.

Article 1 : critères généraux d'exonération

Les critères permettant au président de décider de l'exonération des droits de scolarité afférents à la préparation d'un diplôme national ou du titre d'ingénieur diplômé, dans la limite de 10 % des étudiants inscrits, non compris les bénéficiaires d'une bourse d'enseignement supérieur accordée par l'Etat et les pupilles de la Nation, sont les suivants :

1. Peuvent être exonérés les étudiants qui reçoivent un avis favorable de la commission d'exonération sur critère sociaux, définie à l'article 2,
2. Sont exonérés de droit :
 - Les étudiants boursiers du Conseil régional (formation en maïeutique)
 - les personnels enseignants titulaires de l'UNS dont le service est au moins équivalent à 96 H équivalent TD,
 - les personnels BIATSS de l'UNS qui effectuent au moins un demi-service ;
 - les personnels (hors doctorants) des unités mixtes de recherche et des autres organismes de recherche quels qu'ils soient ;
 - les enfants de personnels des trois catégories précédentes, sauf redoublement
 - les personnels retraités de l'UNS
 - les étudiants en échange international (Erasmus ou autre convention de partenariat international prévoyant le paiement des droits dans le pays d'où les étudiants sont envoyés)
 - les étudiants en échange national pour un semestre dans le cadre d'une convention de partenariat avec un autre établissement d'enseignement supérieur français ou d'une collaboration de réseau d'établissements d'enseignement supérieur faisant l'objet d'une charte et payant leur droit de scolarité annuel dans l'établissement d'origine
3. Ne peuvent pas faire l'objet d'exonération :
 - les inscriptions en DU et DIU,
 - les étudiants dont la progression est jugée insuffisante par la commission d'exonération selon des critères arrêtés par la CFVU
ou qui sont titulaires d'une licence professionnelle de l'enseignement supérieur français depuis moins de trois ans et s'inscrivent en licence, en licence professionnelle ou en master

ou qui sont titulaires d'un master de l'enseignement supérieur français depuis moins de trois ans et s'inscrivent en licence, licence professionnelle ou dans un autre master

- les étudiants bénéficiant déjà d'une exonération pour un autre diplôme au cours de la même année

Article 2 : commission d'exonération sur critères sociaux et procédure

Une commission d'exonération sur critères sociaux composée :

- de représentants d'étudiants désignés par la CFVU,
- de représentants d'enseignants ou enseignant-chercheurs désignés par la CFVU
- des assistantes sociales de l'UNS,
- de la VP CFVU ou de son représentant,
- du VP étudiant,

examine, selon un calendrier approuvé par la CFVU, les demandes déposées par les étudiants sur un formulaire validée par la CFVU. Ce formulaire, rempli par le demandeur, est remis à une assistante sociale, lors d'un rendez-vous au cours duquel l'étudiant lui expose sa situation personnelle.

La commission ne traite que des demandes d'exonération sur critères sociaux à l'exclusion de tout autre motif. Elle émet un avis à partir de la présentation de la situation du demandeur par l'assistante sociale et sur analyse du dossier académique de l'étudiant préparé par la DEVE.

Le président notifie sa décision au demandeur.

Article 3 : champ d'application

L'exonération concerne le droit national fixé par l'arrêté annuel fixant les taux de droits de scolarité d'établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Elle ne concerne ni le droit de participation aux dépenses de médecine préventive, ni la cotisation annuelle de sécurité sociale étudiant.

Article 4 : annulation des dispositions antérieures

Cette délibération, applicable à compter de la rentrée universitaire 2017/2018, annule et remplace toutes les dispositions antérieures relatives à l'encadrement des critères d'exonération des droits de scolarité.

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix et quatre abstentions.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : 25

Fait à Nice, le 3 juillet 2017

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2017-45

TRANSMISE AU RECTEUR :

Emmanuel T...
Président de l'UNS



MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.